7 octobre, Netanyahu est responsable

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 19 janvier 2024

Nous souhaitons attirer l'attention sur cet article de Thomas Vescovi. Il y cite le secrétaire général de l'ONU qui déclarait « qu'on ne peut pas agir comme si cette attaque s'était produite en dehors de tout contexte ». Il démontre, à propos du 7 octobre, l'écrasante responsabilité de la politique de Netanyahu. De quoi actualiser nos connaissances et éclairer notre jugement.

7 octobre, l'écrasante responsabilité de la politique de Netanyahu

Par *Thomas Vescovi¹* Chercheur indépendant, spécialiste d'Israël et des Territoires palestiniens occupés. Il est membre du comité de rédaction de Yaani.fr et contribue à différents médias tels que *Le Monde diplomatique* ou *Orient XXI*. Il est notamment l'auteur de « *L'échec d'une utopie, une histoire des gauches en Israël* » (*La découverte*, 2021).. Publié le 14 décembre 2023 par [Blast](#).

À mesure que les enquêtes se multiplient, la part de responsabilité du gouvernement de Benjamin Netanyahu dans les événements du 7 octobre se fait grandissante. D'un côté, le Premier ministre israélien a œuvré pour solder la question palestinienne, quitte à laisser prospérer le Hamas. De l'autre, de nombreuses sources indiquent que les signaux d'alerte sur la préparation d'une attaque de grande ampleur ont été ignorés. C'est désormais dans la bande de Gaza que Netanyahu tente de redorer son blason, au prix d'une catastrophe humanitaire dont on ne mesure pas encore l'ampleur.

Pour la trente-cinquième fois depuis 1970, les États-Unis ont utilisé leur veto en faveur d'Israël pour empêcher le vote d'une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU. Celui-ci a cela de particulier qu'il bloque la procédure exceptionnelle déclenchée par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. En s'appuyant sur l'article 99 de la Charte des Nations unies, il demandait expressément au Conseil de soutenir l'urgence d'un cessez-le-feu, au vu de la « menace » pour la paix et la sécurité internationale. Cette décision fait suite, notamment, aux déclarations de son adjoint aux Affaires humanitaires, Martin Griffiths, évoquant un « apocalypse » humanitaire dans la bande de Gaza.

Un cimetière pour enfants

Aux crimes perpétrés le 7 octobre par la branche militaire du Hamas sur son sol, les dirigeants israéliens déploient une force de frappe d'une violence inouïe et toute aussi criminelle, avec une moyenne de quatre cent frappes quotidiennes. À ces derniers s'ajoutent désormais plusieurs déclarations pointant les risques génocidaires. Les chiffres sont vertigineux, avec 20 000 victimes palestiniennes, trois à quatre fois plus de blessés qui n'ont pas accès au minimum de soins, les hôpitaux n'étant plus en capacité de fonctionner.

L'UNICEF parle de Gaza comme d'un « cimetière » pour les enfants. Les médias internationaux continuent d'être empêchés de pénétrer sur le territoire de Gaza, tandis que 67 journalistes ont déjà été tués dans les bombardements. Les ONG recensent au moins 210 humanitaires et soignants tués, et alertent sur la diffusion des infections et maladies. Au moins 80 % des quelques 2,1 millions d'habitants de la bande de Gaza se sont réfugiés au sud, là où les opérations

israéliennes sont en train de s'étendre, laissant craindre un bilan humain exponentiel.

Il semblait pourtant complexe pour le cabinet de guerre israélien de reprendre les hostilités après une trêve saluée internationalement, et qui avait permis la libération de 113 otages. Pour justifier ce choix, l'armée israélienne pointe l'attentat revendiqué par le Hamas à Jérusalem, jeudi 30 novembre, ainsi qu'un tir de roquette depuis Gaza, quelques heures avant l'expiration de la trêve.

Ce narratif, repris par de nombreux médias, masque au moins trois aspects pouvant motiver les dirigeants israéliens. D'abord, les critiques de plus en plus fortes faisant porter au Premier ministre Benjamin Netanyahu, tout ou partie de la responsabilité du 7 octobre. Ensuite, l'incapacité jusqu'à présent de l'armée israélienne d'atteindre des buts de guerre qui demeurent flous. Enfin, considérer l'opération militaire israélienne dans la bande de Gaza, ainsi que les violences en Cisjordanie, comme une séquence qui, s'inscrivant dans la longue durée, perpétue les visées coloniales des autorités israéliennes.

La faillite du pari sécuritaire

Le 24 octobre, le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, affirmait qu'il était injustifiable de « tuer, blesser et enlever délibérément des civils », tout en rappelant « qu'on ne peut pas agir comme si cette attaque s'était produite en dehors de tout contexte ». Pour les Palestiniens des Territoires occupés de la bande de Gaza ou de Cisjordanie, le sentiment profond est celui d'une guerre à caractère coloniale, c'est-à-dire qui vise à l'accaparement de leurs terres, ininterrompue depuis cinquante-six ans. En prenant en compte le narratif des réfugiés, qui

représentent la majorité des Palestiniens (70 % des habitants de la bande de Gaza), cette guerre peut même remonter à soixante-quinze ans et leur exil forcé.

[\[...\] Pour lire la suite de l'article de Thomas Vescovi...](#)

Pour compléter, vous pouvez lire sur notre site :

- **Netanyahu savait. Il est responsable**
- **Il faut protéger la population à Gaza**
- **Démocratie, colonisation, suprémacisme**
- **Deux entretiens de Michel Warschawski**